L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 6 AOUT 1868. | Entre les rues Bienville et Conti.

DEPOUR & LIBERT, PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS

PRIX DE L'ABONNEMENT:

ÉDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10, par semestre, $5, par trimestre, $2
Prix d'un exemplaire, 10 cents.

ÉDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $6; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Une assez longue insertion, placée à leur tête, des divers personnes du journal, paiement $1 la ligne pour la première insertion, et 75 CENTS la ligne pour chaque insertion subséquente.
Les annonces immédiatement de la page éditoriale paient $2 la ligne pour chaque insertion.
Les annonces publiées par intervalles, paiement comme annonces nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paient $10 la ligne par mois.
Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenable de faire, mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera 25 pour cent.
Toutes les résiliations d'annonces d'affaires paieront 20 cents par ligne pour chaque insertion.
Les annonces transitoires doivent être payées d'avance.
Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas limité seront publiées jusqu'à ce qu'elles soient retirées.
Nos comptes des personnes faisant régulièrement de nombreuses annonces sont envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS, Jeudi
JEUDI MATIN, 6 AOUT.

Candidatures de la Démocratie Nationale.

POUR PRESIDENT:
HORATIO SEYMOUR,
DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRESIDENT:
FRANK P. BLAIR,
DU MISSOURI.

Electeurs pour l'Etat en général:
Pour le Gouverneur R. C. WICKLIFFE,
de Ouest Feliciana.
ISAIAH GARRETT,
de Caddo.

Remplaçants:
JAMES F. FRERET, de Jefferson.
JUGE J. N. LEA, d'Orléans.

Electeurs de District:

1er District Congressionel..... A. SAMBOLA.
2e " " ..... M. B. BRADY.
3e " " ..... A. S. HERRON.
4e " " ..... A. DERLANC.
5e " " ..... N. D. CULEMAN

Remplaçants:

1er District Congressionel..... T. F. SHERBURNE.
2e " " ..... GEO. W. RACE.
3e " " ..... J. H. KENNARD.
4e " " ..... E. N. CULLUM.
5e " " ..... W. F. BLACKMAN.
" " ..... J. H. BRIGHAM.

VENTES A L'ENCAN AU DEUXIEME JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par A. Boulligny, à midi, à la Bourse des Négociants et les Encanteurs—un terrain situé dans l'île Bourbon, rue Saint-Charles, Fryland, Josephine et Saint-Andrew.

Par F. Roger & Co. à leur salle d'encan, rue Vieille:—300 caisses de bottes, souliers et brodequins, 25 balles de coupons neufs, pour hommes, 100 douzaines de mouchoirs pour hommes et enfants.

Par M. Degoutin, rue Royale & Co., à 11 heures, à leur salle d'encan, rue du Camp,—un assortiment général des meubles et d'ustensiles de cuisine—Et aux écuries de F. L. rue Gravier, grande vente personnelle de superbes chevaux, appartenant à divers propriétaires, comprenant, entre autres, de voiture, de monture, mulets, un bon cabriolet, harpins, etc.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38 de la rue de Chartres—habillements, flageole, chapeaux.

Par Hess, Black & Co., au No 21 de la rue de Chartres—marchandises sèches, Manks et chapeaux.

Achetez vos cosmetics et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée.

Annonces Politiques.

Le prix d'insertion des annonces politiques doit INVARIABLEMENT être acquitté d'avance dans nos bureaux.

Les Faux Prétextes.

La victoire remportée par les radicaux dans la dernière élection, grâce à un emploi à des votes frauduleux, ne les a pas mis sur leur force réelle. Ils savent bien pour ou les démocrates seront comptés, les chances ne seront plus pour eux. Aussi, à peine ont-ils vu l'Etat sous la tutelle de l'autorité militaire et comme purement civil qu'ils se sont empressés de trouver des prétextes pour réclamer de nouvelles troupes fédérales, et pour un régime civil régulier une sorte de régime militaire sous le commandement de

Gouverneur radical a été le premier à donner un discours d'inauguration, la [illegible] extraordinaires pour ré[illegible] répandu désordres dans les paroisses [illegible] la charge et il n'a [illegible] qu'il avait dans la paroisse [illegible] les moyens ordinaires dont dispose la justice ne pouvaient suffire au maintien de la paix publique ou à la protection des existences et des propriétés. L'orateur radical, de son côté, recherche avec soin tout ce qui pouvait publier avec toutes les exagérations possibles, tous les rapports de querelles ou de disputes contre les personnes, afin de constituer une somme de faits de nature à servir de prétexte plausible à une législation exceptionnelle.

Certes, nous ne prétendons pas dire que les habitants de la Louisiane soient tous des agneaux de douceur et des modèles de bonne conduite méritant le prix Montyon; ils ne sont pas plus que les autres habitants de l'Union exempts des passions humaines. Il n'y a donc rien d'extraordinaire à ce que l'on puisse citer, de temps à autre, une querelle sanglante, un acte de brutalité ou de vengeance. Mais après avoir lu attentivement tous les rapports et tous les versions, nous soutenons que les meurtres ne sont pas plus fréquents en Louisiane que dans tout autre Etat, et que les moyens dont dispose la justice ordinaire suffisent amplement à la répression des crimes et des délits.

Le Sun de Franklin fait justice des allégations mensongères qui représentent la parole ou comme un prêche à l'anarchie et au désordre. Il rend compte de trois meurtres qui ont été commis dans la paroisse depuis l'élection d'avril. La première victime a été un jeune démocrate nommé Conway lâchement assassiné par des radicaux qui, après avoir été arrêtés, ont été délivrés par leurs amis. Depuis, un nommé Small, soupçonné de complicité dans l'affaire, et connu pour ses prédications incendiaires, a été tué sans qu'on sache qui. Un autre radical, Enos Carter, a eu le même sort. Ces trois meurtres ont été déplorés par les habitants de la paroisse, qui sont prêts à aider la justice dans ses recherches et à donner leur concours à la stricte exécution des lois.

Les animosités politiques peuvent engendrer des actes de vengeance personnelle, mais on ne peut rendre toute une communauté responsable des crimes commis par quelques individus. En ce moment, la tranquillité la plus complète règne dans la paroisse Franklin et dans les autres paroisses du Nord. Ouest que l'on avait représentées comme étant en proie aux désordres les plus violents. Le prétexte invoqué par les radicaux au sujet de la condition de ces paroisses leur fait complètement défaut. Aussi, en cherchent ils d'autres pour justifier les mesures dra coniennes qu'ils ont en vue.

Hier, pour la seconde fois, le *Republican* a annoncé, sur la foi d'un prêtre catholique qu'il se garde bien de nommer, que les sociétés secrètes de blanc à la Nouvelle-Orléans se préparaient à faire un massacre général de tous les radicaux. Cette fois, la date est précisée. C'est dans deux semaines que doit avoir lieu cette effrayante St-Barthélemy. Le prêtre catholique en question aurait révélé des choses terribles. Celui qui est censé communiquer les faits au *Republican*, a soin d'ajouter que, si les choses en viennent là, les radicaux se défendront par la torche et par l'incendie. "Si les choses en viennent au pis, la ville de la Nouvelle-Orléans, dit-il, aura quelques monuments à offrir en fumée pour lui enseigner la sagesse à l'avenir." Ce ne peut être qu'un carpet-bagger n'ayant ici ni famille ni pénates, qui tienne un pareil langage.

On voit que le *Republican* persiste dans son système d'imputations calomnieuses à l'égard des démocrates. Il ne pense pas un mot de ce qu'il dit, mais il tient à faire croire à ses lecteurs et surtout aux noirs que les démocrates ont soif de leur sang. Ce n'est pas le moyen de calmer les esprits et d'empêcher un conflit, mais le but du *Republican* est d'envenimer les choses et de créer un prétexte pour l'appel sous les armes d'une force armée quelconque. La loi martiale paraît aux radicaux le seul moyen d'éviter une défaite aux prochaines élections. Il leur faut un peu de sang versé pour justifier la création d'une police extraordinaire et l'armement de milices spéciales, et, malgré leurs hypocrites protestations, ils ne nous feront pas prendre le change. Cette invention du prêtre catholique serait le comble de l'odieux si elle n'était le comble du ridicule. Il n'y a que le *Tribune* de New-York qui puisse faire semblant de s'engouffir sérieusement.

Education gratuite et obligatoire.

La fameuse théorie de l'éducation gratuite et obligatoire vient d'être formulée dans un plan qui a été présenté lundi à la Chambre des représentants de la Louisiane par un comité. Ce plan émane de la cervelle du très révérend Conway, l'hypocrite personnage qui a été si longtemps chef du bureau des affranchis, et qui est un des plus tristes échantillons de la catégorie des Carpets-baggers.

On entend par éducation gratuite, l'éducation qui consiste à donner de l'éducation aux enfants de ceux qui ne paient pas d'impôts aux frais de ceux qui les paient. De cette façon, les pères de famille contribuables qui font élever leurs enfants à leurs frais ont également à supporter seuls les frais d'éducation de tous les enfants dont non imposés. Voilà ce qu'on appelle la gratuité. Or, comme M. Conway veut faire de l'éducation sur une grande échelle, et que son système s'applique à cent mille enfants au moins, ce sera un petit item d'un million de dollars au bas mot à inscrire au budget passif de l'Etat. Du reste il propose d'ajouter à la taxe, *pell mell*, autorisée par la Constitution, une taxe de 25 cents pour chaque $100 de propriétés dans tout l'Etat, ce qui ne suffira pas, selon nous, à couvrir les frais de son système.

Mais la grande nouveauté du système, c'est l'éducation obligatoire, à l'instar, dit M. Conway, de ce qui existe au Massachusetts (tirons le chapeau, c'est l'Etat du révérend) et en Prusse (saluons encore, c'est le pays de Bismark)! Le juge de paix aura le pouvoir d'enlever un enfant à ses parents, quand il jugera que ceux-ci le laissent croupir dans l'ignorance, et il le remettra aux soins du Bureau des Ecoles qui lui fera donner de l'éducation pendant six mois de l'année. N'est-ce pas là du Lycurgue tout pur? Que devient l'autorité du père de famille dans tout cela? M. Conway s'inquiète peu de donner un accroc au code civil sur ce point.

A vous nous bénis de répéter que les écoles seront ouvertes à tous, sans distinction de couleur, et que des punitions sont établies pour ceux qui chercheront à contrevenir à cette clause.

Il manque une chose au système de M. Conway, et nous nous faisons un devoir de lui signaler cette lacune, c'est l'établissement d'omnibus ou de voies ferrées pour le transport des élèves aux écoles dans les paroisses où les distances sont telles qu'il est impossible à des enfants de faire la route à pied. La distance a toujours été l'obstacle insurmontable, qui a fait échouer tous les systèmes pour généraliser l'éducation publique dans les campagnes. Cette affaire des omnibus serait un joli job pour M. Conway. On doublerait la taxe, voilà tout. Un million de plus ou de moins, c'est une bagatelle pour les faiseurs de système!

Les Chevaliers de Seymour.—Samedi prochain, à 7 heures du soir, le Club des Chevaliers de Seymour se formera en procession, rue du Canal, devant la presse à Coton de Wood, pour aller recevoir des bannières offertes par les dames de la ville. MM. E. J. Byrd, Geo. A. Sheldon et J. F. Dick, membres du comité d'arrangement, ont eu l'attention de nous inviter à assister à la cérémonie. Nous sommes très sensibles à cette politesse et nous les prions de recevoir nos remerciements.

Procès international.

Nous avons tenu nos lecteurs au courant des différentes phases du procès intenté par les Etats-Unis à MM. Arman, Erlanger, Voros, Mazeline et la société des chantiers et ateliers de l'Oder.

Dans les premiers jours de juillet, Me Berryer a plaidé pour le gouvernement des Etats-Unis.

Me Bétolaud a plaidé pour M. Voros, Me Allou pour M. Erlanger, Me Glusberg, avocat du barreau de Nantes, a demandé la mise hors de cause de MM. Jollet et Babin, et de M. Dubignon.

Me Bétolaud a fait ressortir le caractère éminemment politique de ce procès. Le procès a été un prétexte pour dénigrer et salir la mémoire dirigé contre M. Arman, mais qui a la prétention de frapper plus haut: ce mémoire accuse un fait réalisé le gouvernement français d'avoir autorisé la violation de la neutralité. Mais s'il y a eu des infractions commises par des citoyens français contre la déclaration de neutralité insérée au *Moniteur* le 10 juin 1861, le gouvernement français en est le seul juge.

L'avocat explique dans quelles circonstances a été conclu le traité du 15 avril 1863 par lequel M. Voros était chargé de construire deux navires, au prix de 1,800,000 fr. pour chaque navire: il continue:

Depuis il y a eu des lettres échangées entre M. Voros et MM. Bullock et Sliddell, entre M. Voros et son fils. Ces lettres étaient intimes, confidentielles, et surtout celles de M. Voros à son fils, qui étaient des lettres de famille. Elles sont aujourd'hui aux mains des demandeurs. Comment cela? par un moyen que la loyauté ne permet pas d'avouer; par une trahison, par un vol que quelqu'un a payé.

M. Voros avait un employé de confiance, du nom de Peterman. C'était un homme qu'il avait tiré de la misère, dont il avait été le bienfaiteur. Les lettres du dossier constatent qu'il avait à sa disposition les documents relatifs à la commande des navires. Ces documents étaient enfermés dans un cartou spécial. Peterman était à vendre, il a été acheté. Au mois de septembre 1863, les documents ont disparu; l'employé a disparu lui-même, et les documents se sont trouvés aux mains des représentants des Etats-Unis, qui plaident aujourd'hui avec des pièces volées.

Les Etats-Unis se plaignent amèrement de ce que M. Voros n'ait pas respecté la déclaration de 1861. Et nous avons ce qu'on lit! Une chose bien autrement grave. Ils ont encouragé, favorisé, stipendié un vol domestique. Ils ont commis un fait qui, de la part d'un simple particulier, serait une tache ineffaçable à son honneur. Je ne sais pas si la politique peut, à ce degré, user des moyens, mais je sais que la morale vulgaire, qui est la bonne, les condamne absolument.

Me Bétolaud arrive à l'exécution du traité. On sait combien les navires n'ont pu être livrés aux Etats-confédérés.

Qu'a fait M. Voros? Il a vendu les deux navires, le 24 Mai, à San Francisco, au gouvernement fédéral; il les a vendus avec un bénéfice de 125,000 francs sur le prix convenu au avec les Etats confédérés, ce qui atteste la loyauté du caractère de cet homme.

M. Voros aurait pu dire à M. Bullock: "Je vais vous rembourser ce que vous m'avez payé, et vous reprendrez les navires." Mais il n'a pas réalisé par force majeure." Au lieu de cela, il lui a noblement offert le partage des bénéfices, ce que M. Bullock a accepté en lui exprimant ses remerciements.

M. Voros a donc remboursé tout ce qu'il avait reçu, et même au delà, puisqu'il a remis la moitié des bénéfices. Ainsi, en fin de compte, même de préférer pour que la demande des Etats-Unis soit maintenue à son égard.

Me Allou prétend que M. Erlanger, il a fait une opération de banque, il a cautionné les marchés Bulloch.

La péroraison de l'avocat nous montre sous un jour défavorable la moralité de la demande formée par les Etats-Unis. Ecoutons Me Allou.

"J'aurais fait si je voulais dire aux membres de ces armes d'odieuses insinuations dans la main de notre adversaire, la grande république aborde ce procès avec des pièces volées par la trahison, par l'infidélité domestique! Volées, ce n'est pas assez: on a changé de nuages de papier de ces vols leur vendait était capable de les forger! Et la première lettre de M. Erlanger que vous avez lue, c'est celle où il dit à M. Voros par où il faut passer pour arriver à la fraude!

L'avocat a cité des pièces à l'appui de cette assertion, et dès ce moment, le tribunal a pu se convaincre que cette affaire touchait à la fraude!

Huit jours après, l'avocat, un vieillard impérial, a donné ses conclusions. M. Chevrier s'est prononcé contre les prétentions du gouvernement américain. En supposant que les commandes des navires des mois 64 faites par des agents des confédérés du Sud, en supposant que ces commandes aient été payées avec des taxes ou des ventes levées sur les propriétés des Etats du Sud, cela n'engage pas la responsabilité de M. Arman, pas plus que celle de ceux qui ont reçu traité de bonne foi. M. Arman a pu être de très bonne foi; il pouvait que M. Dudlocq, qui lui demandait des navires, voulait réellement établir un service de transports dans l'Inde Chine. M. Chevrier, impérial Chevrier a donc conclu au rejet de la demande formée par le gouvernement de Washington contre M. Arman et les autres armateurs.

Le télégraphe transatlantique nous a annoncé que le tribunal de première instance avait rendu un jugement conforme aux conclusions de l'avocat impérial. Nous en donnerons le texte dès qu'il nous parviendra.

TERRIBLE CATASTROPHE A SAN FRANCISCO.

Le télégraphe transcontinental nous a annoncé ce matin l'horrible catastrophe qui avait marqué la célébration du 4 juillet à San Francisco. Nous trouvons dans le *Courrier de Cette ville* des détails circonstanciés sur cet événement:

Le 4 juillet 1868 restera marqué d'une croix noire dans le souvenir de notre population, dit notre confrère californien.

C'est à quatre heures et demie de l'après-midi, qu'est arrivée cette douloureuse catastrophe. Le steamer *El Capitan*, venant d'accoster au wharf d'Oakland, où l'attendait une foule nombreuse, un grande partie composée de personnes de cette ville qui étaient allées passer la journée de l'autre côté de la baie. Dans le nombre se trouvaient les membres de la nouvelle compagnie de milice italienne, *Guardabalan Guards*, qui, après avoir participé à la revue et aux cérémonies de la fête à Oakland, s'en revenaient à San Francisco.

Toutes les personnes qui ont été à Oakland savent que l'arrivée du bateau les communications avec le wharf sont établies au moyen d'un pont volant dont une extrémité est relevée sur le bateau au moyen de chaînes qui s'enroulent chacune autour d'une roue. C'est au moment où cette manœuvre venait d'être exécutée que l'accident est arrivé.

En effet, le pont était à peine fixé qu'il fut envahi par la foule qui attendait sur le wharf. On estime la plus de cent le nombre des personnes qui s'entassèrent sur cette planche étroite. Tout à coup l'une des chaînes se rompit, et la planche s'inclinant brusquement de ce côté, la foule se jeta brusquement et d'instinct de l'autre côté pour maintenir l'équilibre. Pendant un moment, on vit la planche osciller; puis soudain tout de l'autre côté et l'autre côté, sous tout le chaîne se détacha en même de temps qu'il n'entendait pour l'écrire, et hommes, femmes, enfants, furent précipités pêle-mêle dans la baie, qui est assez profonde en cet endroit.

Ce fut un spectacle affreux. Les femmes jetaient des cris déchirants. On voyait des mères élever frénétiquement leurs enfants au-dessus de leur tête en implorant du secours pour eux, pour elles. Les hommes essayaient en vain de se dégager. Ceux qui savaient nager voyaient leurs nouveaux paralysés par la folle étreinte de leurs voisins épardus et étaient entraînés au fond de l'abîme. On porte aujourd'hui à cent le nombre des noyés. Mais Dieu sait qu'il est été terriblement plus considérable sans le dévouement dont ont fait preuve en cette circonstance les membres de la compagnie garibaldienne et plusieurs généreux citoyens.

Ces braves gens furent les premiers à porter secours aux victimes. Quelques-uns se précipitèrent sans hésiter dans la baie, tandis que d'autres jetaient par dessus le bord du steamer et du wharf des cordes, des couvertures de sauvetage, des coques, et généralement tout ce qui pouvait être de quelque utilité aux malheureux qui se débattaient dans les flots. En même temps d'autres descendaient les embarcations de *El Capitan* et une embarcation du *Washoe*, qui se trouvait proche, et réussissaient ainsi à sauver beaucoup de personnes. D'un autre côté, les gens restés sur le wharf formaient une chaîne en se tenant par la main et sauvaient aussi un grand nombre de naufragés.

Parmi ceux qui se sont fait le plus particulièrement remarquer par leur intrépidité, il faut citer en première ligne un Italien connu sous le nom de Charley, et employé de la maison Ghirardelli, d'Oakland. Ce brave garçon, qui était resté sur le wharf, fut un des premiers à se jeter à l'eau. Quatre fois il revint à bord en ramenant chaque fois une personne qu'il arrachait à la mort; mais la cinquième fois lui fut fatale: on le vit s'enfoncer à son tour pour ne plus reparaître. M. James Hauler, un blanchisseur, fut plus heureux: il réussit à sauver sept personnes, et fut retiré de l'eau presque sans connaissance.

Ce fut M. Richard Dowd, employé de la fonderie Etna, qui conçut l'idée d'une chaîne et qui se jeta dans l'eau pour donner l'exemple. Il eut le bonheur de sauver trois femmes et deux enfants. Parmi les membres de la Compagnie garibaldienne qui se sont le plus distingués, on cite particulièrement MM. Luigi Isola, Emmanuel Biaza, Paoli Rhodi et Pietro Canoe, qui se sont montrés infatigables et à qui beaucoup de personnes ont dû la vie. De reste, il n'est que juste de le répéter, tous les membres de la Compagnie ont rivalisé de zèle et de dévouement.

Citons aussi un homme de couleur, employé comme maître d'hôtel à bord du *Capitan*, qui a fait preuve d'un dévouement au-dessus de tout éloge. Il s'est jeté à l'eau l'un des premiers et n'a cessé de travailler que lorsqu'il n'y a plus eu personne à secourir.

Le nombre de personnes qui ont perdu la vie à la suite de la catastrophe s'élève à quarante et quelques-unes. Dix cadavres ont été repêchés dans la journée de dimanche: il reste encore à retrouver celui de la petite Rosa Camarino; mais jusqu'à présent toutes les recherches ont été vaines.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE.—5 Août.
THERMOMÈTRE DE C. DURAND, OPTICIEN, No 111 rue du Canal.

Ci-devant encoignure Bienville et Chartres.

6 heures A. M.	77 degrés.
Midi.	82 "
3 heures P. M.	83 "
6 heures P. M.	79 "

RECTIFICATION.—Au dernier meeting du club du 8e ward, MM. John Delaney et N. A. Lambias ont été élus délégués au comité exécutif de la paroisse et non pas seulement M. Delaney, comme cela a été rapporté par erreur.

Les Sentour Sentinels.—Ce nouveau Club, présidé par le Dr Warren Stone Jr., est sorti hier soir, et en passant devant notre bureau nous a salué de trois *hurrahs*. Il doit y avoir réunion de ses membres ce soir, à 7½ heures, au rendez-vous ordinaire, rue du Bayou, No 203. Les présence de tous les membres est requise.

Attention Broom Rangers.—Les membres de ce club sont invités à assister à l'assemblée régulière qui aura lieu ce soir à sept heures et demie, au théâtre de l'Opéra, des affaires importantes seront soumises au club.

Le Club Constitution.—Plusieurs centaines de citoyens se sont réunis, hier soir, dans la grande salle de ce club, rue du Canal, No 160, pour entendre l'hon. O. M. Dousman, du Sénat d'Etat de la Pennsylvanie, et d'autres orateurs.

M. Dennovan a parlé d'une manière très encourageante de la Pennsylvanie, son Etat, et aussi de tout le Nord et particulièrement du Grand Ouest. Son discours a été fréquemment applaudi. Il promet à Seymour et à Blair 60,000 voix de majorité dans la Pennsylvanie.

Il a été suivi du colonel R. N. Ogden, du sénat d'Etat, qui a prononcé un discours dont l'effet a été très grand, particulièrement sur nombre de personnes de couleur qui étaient présentes. Le colonel Ogden a été à chaque instant interrompu par les applaudissements de l'audience.

Albert White de couleur, de Shreveport, a été aussi entendu. Il a prononcé un discours plein de force que tout le monde a écouté avec plaisir, surtout les amis de couleur qui étaient présents. Albert s'est montré orateur facile, avec une bonne voix et un langage convenable.

C. Smith, un autre homme de couleur, de Lexington, Kentucky, a parlé ensuite. Smith a reçu quelques instructions et ses remarques ont été bien accueillies.

Un vieil homme de couleur, nommé Aikens Graves, Willis Rollins et Pennivit, tous de couleur, ont parlé aussi et produit un bon effet. Rollins a été très caustique à l'égard de l'auditeur Wickliffe, et de quelques autres radicaux couverts de places.

Rollins et White parleront probablement tous deux, ce soir, sur la place Lafayette.

Le maître de poste.—Une dépêche de Washington dit que le maître de poste de la Nouvelle-Orléans, M. Blanchard, a un déficit de $10,000 dans ses comptes. Ce déficit devra être couvert par les cautions, au nombre desquelles est M. Madison Wells. Le colonel Smallwood prendra, dit-on, la direction de la poste.

L'affaire du duel.—Les parties impliquées dans l'affaire de duel qui a eu lieu récemment, y compris les seconds et les médecins, ont comparu lundi devant le juge Labranche, à la Cour St Bernard. L'avocat de district McKay représentait l'Etat, MM. Charles Blenvens et Charvet représentaient les accusés. Le prosécuteur a fait entendre le lieutenant Manning, de la police du second district, qui a déclaré ne rien connaître de l'affaire, n'avoir fait un affidavit que par ordre du chef de police Williamson. Aucun témoin n'ayant été produit pour soutenir l'accusation, les prévenus ont tous été renvoyés de la poursuite. C'est la meilleure blague croyons-nous, qu'un affidavit ait fait dans une affaire de duel. M. Williamson ferait mieux d'employer ses hommes à faire arrêter les voleurs qui pullulent dans la ville, arrêtent les citoyens dans les rues à huit heures du soir, on dévaliscent une ou deux maisons toutes les nuits.

Feu de cheminée.—Le feu a pris mercredi soir à une cheminée de la rue Ste, entre St Denis et St Patrick et a été promptement éteint. Pas de dommage.

Caution outrageante.—Sam. Wilson, le nègre qui a tiré samedi soir sur le char de la rue Baronne où se trouvait Willis Rollins, au courant le risque d'atteindre tout autre passager, a été requis seulement de fournir aujourd'hui son cautionnement de $500 pour cette tentative si dérisoire qu'elle soit, par qui a-t-elle été fournie? C'est ce qu'il serait bon de savoir pour juger de la sincérité et des bonnes intentions de la justice correctionnelle.

Le Recorder Jackson.—Ce magistrat a une justice toute particulière. Hier matin comparaissait devant lui un nommé Niel qui avoue être sans aveu, sans moyen d'existence, et possédé d'une horreur invincible pour le travail. Il dit avoir traversé le monde entier aux dépens du public de tous les pays et qu'il lui serait difficile de changer de nature et de vie. Niel porte l'accoutrement d'un marin. Pour le corriger et l'habituer à une vie régulière et laborieuse, le recorder lui a trouvé comme lit de mieux que de le mettre hors de Cour c'est-à-dire de le renvoyer libre quand toute l'audience s'imaginait qu'il avait plus de titres que personne à un long séjour à la Parish Prison.

Ecoles publiques.—M. Eugène Deadunes a été réélu secrétaire du Bureau des écoles publiques.

La Direction a tenu séance hier soir sous la présidence de M. Bermudez. 16 membres étaient présents.

Les comités suivants ont été choisis, sous la présidence du premier membre désigné pour chaque comité:

Comité pour les professeurs: MM. Parham, Cronan, Paisley, Rogers et Mount.

Maisons d'école: MM. C. W. Culberson, O'Neill, Prados et Pope.

Bibliothèque—MM. Goldthwaite, Bruff, Bermudez et Philips.

Livres—MM. Rogers, Bénit, Raymond et Hughes.

Ecoles supérieures—MM. Cronan, Harper, de Gubernator, Fagan, Wiltz, Raymond, Pope et Parham.

Impressions—MM. Paisley, Mc Culloch, Prados et Hague.

Réglements—MM. Raymond, Gubernator, Prados et Hughe.

Ecole normale—MM. Bermudez, Gubernator, Bénit et Schaeber.

Ces comités ont été acceptés par la direction.

Sur motion de M. Parham, les mêmes professeurs employés précédemment dans les écoles ont été retenus.

Une résolution chargeant le secrétaire de mettre sur le livre de solde pour les mois de juillet et d'août les noms du professeur Alex. Dimitry comme assistant-surintendant des écoles publiques et de James Davis comme sergent d'armes de la direction, est adoptée.

La Direction s'ajourne.

Législature de la Louisiane.

Sénat.—21 membres sont présents.

Le comité de finance rapporte un bill ajournant indéfiniment la collection des taxes arriérées, et aussi un bill prolongeant ce délai pour la collection de la taxe de la convention.

M. Key annonce qu'il a plusieurs bills qu'il veut soumettre aux comités compétents et il demande pour cela la suspension du règlement. Accordé.

Le seul bill qui ait de l'importance cone la corporation et l'organisation de travaux pour des améliorations publiques.

M. Packard annonce qu'il présentera un bill sur les poids et mesures.

M. Branghn annonce qu'il présentera un bill pour créer une Cour additionnelle dans la paroisse d'Orléans, pour le jugement des procès de vagabonds.

M. Ray (rép) demande la suspension du règlement à l'occasion d'un bill de secours pour M. Pierre Soulé. Le bill est relatif à des émoluments. Référé au comité judiciaire.

M. E. L. Jewell demande la suspension du règlement pour appeler un bill prohibant la vente des billets de loterie.

M. Ray objecte et ses objections sont soutenues.

Le bill de la Chambre pour l'organisation d'une milice spéciale est lu.

Après discussion, sur la motion de M. Lynch, le bill est référé aux comités réunis de la milice et du judiciaire.

Le bill concernant l'éligibilité des personnes aux places est lu.

Chambre des Représentants.—Vingt-cinq membres sont présents.

M. M. Heidenhain et Hall, radicaux, de la paroisse d'Orléans, admis à siéger par un vote de parti, prêtent serment. Le juge Hyman n'ayant pas été plaidoyer à la Cour Suprême pour cause d'indisposition, a fait office de remplaçant à son poste, et c'est l'orateur qui l'a remplacé dans son ministère de juge momentanément.

Gortekamp, rad., de Jefferson, présente une pétition des internes de l'Asile de St Joseph, qui sont réclamé l'augmentation de leurs gages.

M. McVean, rad., de Caddo, présente une série de résolutions pour la représentation des 6e, 8e, 9e districts représentatifs de la paroisse d'Orléans et des paroisses de Franklin et de Lafayette, les paroisses de St Landry et de St Martin n'étant que partiellement représentées.

M. McVean demande que les candidats qui ont eu le plus de voix après ceux dont l'élection a été annulée par la Chambre, soient admis à siéger, s'ils peuvent prêter serment.

Les élections sont lues et déposées suivant le règlement.

La résolution du même membre demandant une enquête sur les troubles à bail du Nouveau Cannal, gde. Dick Taylor par l'Etat est mise en discussion et adoptée. L'enquête sera faite par les comités sur les corporations et les améliorations conservement.

Loe, (rad) de St Bernard, présente un bill autorisant et légalisant l'émission par l'Etat, de bons jusqu'à concurrence de $2,000,000, à 6 p. 0/0 d'intérêt, le principal payable en circulation des E. U., dans l'espace de 40 ans—le crédit de l'Etat étant engagé pour le payement des dits bons—lesquels seront signés par le gouverneur et le secrétaire d'Etat, et payés dans la ville de New York.

Le bill porte une dépense de $5,000 pour la gravure des dits bons. Le bill est lu deux fois et envoyé à l'impression.

Le même membre présente un bill pour la destruction de certains bons non émis. Envoyé à l'impression.

M. Fashner (rad), de Caldwell, soumet un rapport de majorité sur la résolution dénonçant toute tentative faite pour restreindre la liberté de la parole.

M. McMillan fait un rapport de minorité où les radicaux sont engagés à soutenir la liberté de la parole, mais où il est dit que l'intolérance avait prévalu jusqu'ici dans l'Etat de la Louisiane et ainsi que le peuple avait été tardivement ensuivies.

M. Noble (dém.) s'oppose à l'adoption du rapport de minorité, parce qu'il semble accuser tout le peuple de la Louisiane d'intolérance, de turbulences et de tyrannie.

McMillan répond que son rapport est pourtant un fait de faits historiques qui prouvent que l'Etat de la Louisiane et tous les Etats au sud de la ligne Mason et Dixon avaient été livrés pendant 25 ans à l'intolérance, à la turbulences et à la tyrannie, et cela avait été une des conséquences de l'esclavage.

Le rapport de minorité est alors adopté par 53 contre 16.

M. Isabelle (c) présente un bill pour rembourser les billets et les bons d'Etat et autres certificats de dettes émis avant 1868. — Référé au comité général.

Esnard, (rad) de St-Mary, présente un bill prohibant la formation de toutes organisations militaires autres que celles établies par la loi, ou qui font partie de la loi de milice.

L'effet de ce bill sera d'empêcher tous les citoyens non-radicaux d'appartenir à la milice d'Etat.

Le bill incorporant la Compagnie de Chattanooga est déposé sur la table sujet à l'appel.

Morey, (rad) d'Ouachita, appelle le bill relatif aux pétitions pour grands jurés et aux acquéreurs aux ventes pour taxes. Le bill est adopté.

La Chambre s'ajourne après cela faute de quorum.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Recommandation de Grant à l'égard de certains prisonniers.

Leur libération.

Extrait d'une dépêche de Washington.

La Louisiane dénonoée comme étant en rebellion armée.

Les Unionistes demandent des armes.

Nouvelles de St Domingue.

Or à 149 à New-York.

Nouvelles Européennes.

Londres, 5—Le *Times* dans un article sur les affaires de Mexalan, dit:

"Bien que le commandant du *Chanticleer* fut exposé à de très grandes responsabilités, il n'a pas failli par de avoir reconnu à des actes d'hostilité, mais il aurait dû chercher une réparation par l'intermédiaire de son gouvernement. Autrement, les commandants à des centaines et à des caractère irascible auront toujours le pouvoir de guerre et de paix. Les Etats américains-espagnols, si inquiets et brutaux qu'ils soient, ont droit à ce traitement.

Une dépêche de Constantinople rapporte que M. Morris, le ministre américain, refuse de se rendre en Perse, à moins que la question de la Sublime Porte, qui permet aux étrangers de posséder des terres en Turquie.

Lisbonne, 5.—Le conseil d'Etat, en Portugal, a décidé de ne pas empêcher les exilés royalistes d'Espagne de rester dans le pays. Le duc et la duchesse de Montpensier demeurent maintenant à Lisbonne.

Nouvelles des Antilles.

Havane, 5.—Le maréchal Falcon, ci-devant président du Venezuela, a repris ce devant Caire. Il prune recommencer la guerre pour chasser Monagas du pouvoir.

Des avis bayiens disent que les révolutionnaires ont remporté une victoire près de Jacmel. 4,000 hommes bien pourvus de provisions pressent le siége de Port-au-Prince.

Des troupes gouvernementales avaient passé la frontière et envahissaient Hayti.

Le général Boyer et son fils sont été assassinés. On connaît des vols et des dépradations dans plusieurs parties du pays.

Des avis de Santo-Domingo représentent les mouvements des révolutionnaires contre Baez comme prenant leurs noms et leurs numéros des divers régiments et compagnies qu'ils fournirent à l'armée rebelle pendant la guerre. Avoir vu à service dans l'armée rebelle est la principale qualification nécessaire pour être un officier de l'organisation. Le général Harry Hayes est à la tête du parti de la Nlle Orléans au massacre des Unionistes en juillet 1866, est le grand commandant du corps révolutionnaire.

"Au grand meeting qui a eu lieu l'autre soir à la Nouvelle-Orléans, ils ont paraît dans les rues avec des revolvers et des poignards. Avec ces hommes pleinement dressés et organisés et le général Rousseau pour commandant des forces militaires des Etats-Unis les unionistes de la Louisiane s'attendent à une rude tâche pour emporter la lutte au mois de novembre. Si les unionistes avaient quelques armes de manière à pouvoir lutter avec les hommes qui leur sont opposés, ils ne redouteraient aucune difficulté."

Nouvelles diverses.

Atlanta, 5.—Une résolution, présentée à la Chambre, porte que toutes les personnes occupant des places municipales dans l'Etat en vertu d'une commission militaire seront renvoyées, et que toutes les places, ainsi rendues vacantes, seront récoupées par ceux qui avaient été révoqués par une commission militaire et qu'ils seront reçois d'agir en leurs capacité respective jusqu'au moment où des élections seront faites.

Montgomery, 5.—La Chambre ne s'est pas occupée d'affaires ayant trait à l'intérêt général.

Le Sénat a passé à l'unanimité moins un seul vote un bill déclarant toutes les incapacités politiques. Ce bill porte que toutes les incapacités dont un citoyen est frappé seront levées par une demande adressée par lui au juge des prévôts. Aucun serment n'est requis.

Par un vote de 13 contre 12, (le lieutenant-gouverneur ayant donné le vote décisif) le Sénat a passé le bill, précédemment adopté par la Chambre, autorisant le gouverneur à choisir un journal où devront être publiés toutes les annonces légales de tout genre. On pense que le gouverneur mettra son veto sur ce bill.

St Louis, 5.—La convention d'Etat démocratique s'est organisée aujourd'hui en choisissant Amos Shields pour président.

Fort Monroe